

A Mme la rectrice de l'académie de Toulouse,
M. le DASEN,
M. le président du Conseil Département,
M. le ministre de l'Education Nationale,

Rapport officiel : Comment faire des économies en détruisant l'éducation prioritaire ?
Comment vider un quartier en supprimant deux collèges ?

1) Identifier l'ennemi :

Il faudra surfer au maximum sur la vague de racisme et d'islamophobie en passe d'engloutir la France. Profitez des attentats, attribuez-les à une « fracture sociale » dont il est aisé de rendre les pauvres responsables. Stigmatisez le quartier du Mirail et le collège. Employez le champ lexical de la guerre : associez les enfants du Mirail à des « bombes à retardement ». Prétendez que le collège Badiou est un « foyer de radicalisation ». Ils devraient comprendre le message.

Vous les représentants du Conseil Départemental, prétendez que ce lieu d'accueil et de tolérance qu'est le collège n'a qu'une couleur, qu'un visage, un visage qui fait peur. Au-delà des résultats, expliquez bien aux parents lors d'une réunion organisée par la FCPE 31 (où elle prétend consulter les parents... Ne vous en faites pas, les 40 parents étant tous opposés au projet, la FCPE votera tout de même en sa faveur lors du CDEN du 11 janvier!) que le problème des élèves de Badiou, « ce n'est pas ce qu'ils font, c'est ce qu'ils sont » : leur accent, leurs vêtements, leur culture. Vous êtes là pour les *blanchir*. Les *civiliser*. N'oubliez pas.

2) Pour abattre un chien on prétend qu'il a la rage.

Il faudra décrédibiliser le collège au maximum.

Mentez. Inventez des chiffres : prétendez que le taux de réussite au brevet y frôle les abysses. Si on vous prend en flagrant délit, persistez, continuez de mentir. Il en restera toujours quelque chose.

Profitez des difficultés induites par les suppressions de postes que vous avez vous-même orchestrées.

Insistez, appuyez-vous sur le bon sens : vous, présidente de la FCPE, vous, représentant du Cnesco, énoncez des évidences : ce collège est laid. Personne de sensé ne voudrait y mettre ses enfants.

Prétendez que les moyens alloués à l'éducation prioritaire depuis 30 ans sont énormes (même si vous savez que c'est faux, vous le dites dans le rapport du Cnesco ! Mais chuuut!) et que le constat d'échec est indiscutable (l'indiscutable est votre allié).

3) Faites des réunions inutiles, parodies de concertation :

Parlez à la place des parents d'élèves. Appuyez-vous sur la « majorité silencieuse » : c'est magique, puisqu'elle ne dit rien, vous pouvez lui faire dire n'importe quoi !!!

Une fois que vous êtes sûr de votre projet, prétendez consulter la base. N'écoutez pas quand ils parlent. Vous devrez organiser plusieurs réunions. En priorité dans les établissements d'accueil, qui risquent d'être réticents à recevoir une population défavorisée risquant de faire chuter leurs statistiques. Les habitants des quartiers populaires devraient être honorés d'envoyer leurs enfants dans des établissements « haut de gamme » (termes employés par un éminent sociologue soutenant le projet). Inutile de les consulter.

Vous devez rencontrer les équipes éducatives en prétendant entendre leur avis. Le conseil départemental, ne pouvant pas être accusé des coupes drastiques dans les moyens alloués à l'éducation prioritaire, devrait être l'interlocuteur privilégié. Lorsque les équipes expliqueront leurs difficultés par ces suppressions, vous n'aurez qu'à vous renvoyer la balle : le Conseil Départemental n'a qu'à accuser l'Éducation nationale et vice-versa.

4) Surtout, aucun dialogue social ! Jamais !!

Vous, M. le DASEN, vous devrez éviter au maximum de vous confronter aux équipes éducatives. Lorsqu'elles s'adressent à vous en réunion (salle Osète en novembre), vous pourrez délégitimer leur parole par des sous-entendus sexistes et en méprisant leur syndicat «non représentatif». Profitez du fait que le syndicat majoritaire, le SNES, accompagne loyalement ce projet. Attendez le dernier moment, au bord des vacances scolaires, pour recevoir l'intersyndicale au rectorat, le 21 juin. C'est le bon jour pour jouer du pipeau. Ne les recevez pas directement, ce serait leur faire trop d'honneur. Envoyez une inspectrice et votre adjointe, qui ne connaissent pas bien le dossier, ne donneront aucune réponse ni aucun argument. Ça devrait les énerver. Puis lorsque les syndicalistes unis (SUD-CGT-FO) font leur compte-rendu devant le rectorat, aux personnels et aux parents présents, envoyez 4 ou 5 policiers engoncés dans leurs gilets pare-balles. Juste histoire de leur rappeler que la liberté de parole a des limites.

Si vraiment vous y êtes contraints par l'occupation du collège puis du bureau du principal (le vendredi 16 juin), recevez les parents. Mais sans syndicaliste surtout ! Ainsi vous pourrez leur mentir, et prétendre que l'ouverture de classes de 6° à la rentrée 2017, ne serait-ce que pour les parents volontaires, n'est pas de votre ressort mais de celui du Conseil Départemental.

Surtout ne donnez jamais aucun argument. Ne justifiez vos décisions que par des questions formelles et procédurales. A un syndicaliste qui vous met au défi de citer un seul texte – politique, sociologique, pédagogique – garantissant que la mixité sociale entraîne la réussite scolaire, vous pouvez répondre « Je n'entrerai pas dans un débat philosophique avec vous ».

Vous, monsieur le principal du collège, qui avez passé 4 ans à vanter les mérites de votre établissement, reniez tout. Prétendez que le projet du CD est la seule chance pour vos élèves. N'écoutez pas vos équipes, ne les affrontez pas, le silence est la meilleure arme. Refusez d'écouter les voix des habitants du quartier. N'organisez surtout pas de consultation des parents d'élèves – qui sait, ils pourraient s'opposer à la fermeture.

5) Ignorez la mobilisation

Conseil départemental occupé ? Manifestations dans le quartier du Mirail, devant le CD, devant le rectorat ? Pétition ? Candidats aux législatives présents au second tour soutenant l'opposition ? Grèves des personnels ? Motions au CA de Badiou ? Boycott du CA ? Intersyndicale unie contre vents et marées ?

Surtout, ne tendez pas l'oreille !! Ne prenez même pas la peine de répondre ! On appelle ça un « 49.3 départemental ». Une formule qui a de l'avenir.

6) Tentez l'intimidation

Évitez au maximum les contacts entre enseignant-e-s de Badiou et des collègues d'accueil. Pour cela, les principaux pourront mettre dehors les enseignant-e-s munis de mandats syndicaux. Convoquer les enseignant-e-s trop critiques lors des réunions de « concertation ». Remettre en cause la légalité de leurs grèves, nier l'existence des préavis déposés. On vous fait confiance, vous avez de l'imagination !!

Aux parents occupant le collège, n'envoyez aucun responsable pour négocier, juste 4 ou 5 malabars de l'équipe mobile de sécurité. Et 5 policiers aussi, en prétendant que c'est pour la sécurité des enfants. Oui, c'est vrai, des flics dans un établissement scolaire, ça fait tâche. Mais ne vous en faites pas. On est au Mirail. Les gens sont habitués à être traités comme des délinquants potentiels. Et puis, c'est l'état d'urgence !

Convoquez les enseignant-e-s venus à la rescousse sur leur temps de pause. Qu'ils comprennent bien qu'on les a à l'œil.

Oui mais...

Si vraiment malgré tout cela la résistance s'est organisée...

Si vous réalisez que 9 mois après votre annonce de la suppression des 6° à la rentrée 2017, les manifestations continuent, que le concert de soutien de « Mouss et Hakim » place Abbal a été un succès et a rendu le sourire aux manifestant-e-s fatigué-e-s, si vous voyez que L'Assemblée parents-habitants-enseignants continue de se réunir chaque semaine...

Si vous vous rendez compte que les mamans mobilisées ne suscitent pas le mépris mais l'admiration... Qu'on ne les voit pas comme des « hystériques » mais comme des femmes debout, courageuses, dignes...

Si vous constatez que la pétition contre la fermeture du collège a reçu de nombreuses signatures, que les réseaux sociaux et le porte-à-porte parents-enseignants a permis à la nouvelle de se propager...

Si vous voyez que le quartier Reynerie ne se laisse pas faire, qu'il ne se laisse pas traiter de ghetto, qu'il revendique son identité plurielle...

Si vous voyez que des enseignant-e-s des collèges de Bellefontaine, Berthelot, Clémence Isaure, des écoles du Mirail Galia, Daurat, Victor Hugo, se montrent solidaires et au-delà, rejoignent la lutte...

Si vous voyez les soutiens se multiplier, des postiers du Mirail aux salariés du Conseil Départemental et même au philosophe Alain Badiou, fils de Raymond Badiou...

Si vous voyez les liens de confiance et de respect entre les parents et les équipes éducatives mobilisées se renforcer au lieu de se déliter... Si vous vous rendez compte qu'au lieu de diviser et de stigmatiser, vos propos ont uni salarié-e-s et habitants dans une même juste colère...

Alors sachez que ce n'est qu'un début. L'été permettra à chacun-e de se reposer, d'oublier votre mépris, vos insultes, vos dénis. En septembre n'espérez pas voir Badiou ouvrir ses portes comme si de rien n'était. On raconte que dès le 14 septembre une AG des personnels s'y tiendra. Que de nouvelles perspectives de lutte s'y dessineront.

Sachez que le combat a été instructif pour tout le monde. Celles et ceux qui vous résistent depuis 9 mois savent que tant que le collège n'est pas fermé, rien n'est perdu. Ils se préparent à combattre vos décisions et vos propos violents, injustes, discriminatoires dès la rentrée.

Ils seront votre mauvaise conscience, le grain de sable dans vos mécanismes inhumains, le petit caillou dans vos mocassins hors de prix, ils vont vous gêner, vous réclamer des comptes, vous déranger partout où vous irez. Ils surveilleront l'état et le mal-être des enfants que vous envoyez loin de chez eux. Ils feront des bilans. Ils vous rappelleront à l'ordre, vous écriront, inventeront de nouveaux slogans, alerteront, et s'étendront, encore et encore.

Et ils seront le visage pluriel, souriant, mixte, de votre défaite.